



## Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 04/2012 du 29 mars 2012

**Objet:** Délibération portant autorisation unique et modifiant en ce qui concerne les concessionnaires privés des communes wallonnes et les régies autonomes communales wallonnes, la délibération AF n° 12/2009 portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement (AF/MA/2012/001)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier les articles 31*bis* et 36*bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 08/03/2012;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 29/03/2012:

## I. CONTEXTE ET HISTORIQUE DE LA DEMANDE

1. La Commission de la protection de la vie privée et le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ont émis respectivement un avis d'initiative le 28 août 2003<sup>1</sup> et une délibération le 7 février 2007<sup>2</sup> qui portent sur l'accès aux données du répertoire de la DIV par les huissiers de justice pour le compte des sociétés privées qui, soit gèrent des parkings privés, soit ont reçu en concession la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public.
2. Dans ces avis/délibération, l'on avait exclu l'accès direct ou indirect au répertoire de la DIV par ces entreprises privées.
3. La Commission et le Comité avaient estimé que ces gestionnaires ne pouvaient se prévaloir de l'article 6 § 2, 2 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules*<sup>3</sup> (qui autorise la communication de données d'identification "*de la personne par laquelle sont dues les taxes ou les redevances liées à [...] l'utilisation d'un véhicule*") dès lors qu'il ne pouvait être question en leur chef de paiement d'une "taxe ou redevance".
4. Pour ce qui concerne les gestionnaires privés de parking public, la Commission et le Comité avaient estimé qu'en l'absence d'une base légale spécifique permettant le transfert du pouvoir de perception des redevances, cela pouvait entraîner une disqualification de la notion de redevance et dès lors rendre impossible l'accès à la DIV pour le concessionnaire privé.
5. La loi du 22 février 1965 *permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur* a été modifiée par la loi du 22 décembre 2008<sup>4</sup>, autorisant les villes et communes, leurs concessionnaires privés et les régies autonomes communales à demander à la DIV l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation, dans le respect de la loi relative à la protection de la vie privée.
6. Cette modification législative palliait au problème soulevé par la Commission et le Comité.
7. Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) a ensuite été autorisée par le Comité (délibération AF n° 12/2009) à communiquer des données

<sup>1</sup> Avis d'initiative 37/2003 *relatif à l'accès au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transports en vue de l'identification de la personne physique ou morale par laquelle sont dues des taxes ou des redevances en matière de stationnement de véhicules.*

<sup>2</sup> Délibération AF n° 02/2007 *relative à la demande de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice afin que ces derniers soient autorisés à accéder au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transport en vue de l'identification des personnes physiques qui doivent des redevances en matière de stationnement des véhicules.*

<sup>3</sup> M.B., 8 août 2001.

<sup>4</sup> Loi du 22 décembre 2008 *portant des dispositions diverses*, M.B., 29 décembre 2008 (Titre 4, Chapitre 2).

d'identification des titulaires d'un véhicule immatriculé qui sont redevables d'une rétribution ou d'une taxe aux différentes instances visées dans la loi du 22 février 1965.

8. Au vu du nombre important de destinataires de ce type de flux de données, le Comité avait décidé d'adopter une délibération unique applicable à l'ensemble des entités visées par l'article 2 de la loi du 22 février 1965 (villes et communes, leurs concessionnaires, les régies autonomes communales).
9. Par conséquent, les villes et communes, leurs concessionnaires et les régies autonomes communales qui enverraient au Comité une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle ils s'engageraient à respecter les conditions décrites dans la délibération précitée et qui auraient mis en place des mesures de sécurité jugées suffisantes par le Comité, pourraient recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.
10. Le Comité procéderait à la vérification préalable de la recevabilité de leur déclaration d'engagement et les noms et adresses des responsables du traitement dont les déclarations d'engagement auraient été considérées recevables par le Comité et dont les mesures de sécurité auraient été jugées suffisantes par le Comité seraient publiés au fur et à mesure sur le site web de la Commission de la protection de la vie privée.
11. Le 27 mai 2010, la Cour constitutionnelle a toutefois promulgué un arrêt<sup>5</sup> annulant les articles 14 à 16 de la loi du 22 décembre 2008 *portant des dispositions diverses* qui modifiaient la loi du 22 février 1965 *permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur* (ci-après "l'arrêt du 27 mai 2010"), au motif que ces dispositions légales enfreignent les règles attributives de compétences. La Cour a en effet estimé qu'il s'agissait d'une matière ne relevant pas de la compétence de l'autorité fédérale mais de celle des Régions.
12. Dans son décret du 27 octobre 2011 *modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie*<sup>6</sup> (ci-après "le décret du 27 octobre 2011"), la Région wallonne a apporté une nouvelle base juridique pour l'encaissement de rétributions ou de taxes de stationnement, et ce tant pour les communes que pour leurs concessionnaires et les régies autonomes communales<sup>7</sup>. Ce décret

---

<sup>5</sup> Cet arrêt a été publié au Moniteur belge du 30 juillet 2010.

<sup>6</sup> Ce décret a été publié au Moniteur belge du 24 novembre 2011.

<sup>7</sup> Le décret mentionne également le "Gouvernement" comme bénéficiaire possible de l'accès à la DIV.

Vu que le Gouvernement régional wallon – contrairement aux communes, concessionnaires et régies autonomes communales – n'était pas mentionné dans la demande d'autorisation de la DIV qui se trouvait à la base de la délibération AF n° 12/2009,

prévoit – à l'instar de la version annulée de la loi du 22 février 1965 – la possibilité d'habiliter les entités précitées à demander l'identité du titulaire d'une plaque d'immatriculation à la DIV.

## **II. DÉCISION DU COMITÉ SUITE À L'ARRÊT DU 27 MAI 2010 ET AU DÉCRET DU 9 JUILLET 2010**

13. Le Comité constate que la base légale qu'il mentionne dans sa délibération AF n° 12/2009 a été annulée par la Cour constitutionnelle (bien que ce ne soit pas sur la base de considérations relatives à la protection de la vie privée). Cette annulation crée un vide en ce qui concerne le fondement juridique pour l'accès au répertoire de la DIV par les concessionnaires privés des villes et communes et les agences autonomisées communales. Pour les communes, la base réglementaire prévue dans l'arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules* demeure par contre intégralement d'application, de sorte qu'aucun problème ne se pose pour ces entités.
14. Parallèlement, le Comité observe que le décret du 27 octobre 2011 crée une nouvelle base légale afin d'habiliter entre autres – en vue de l'encaissement de rétributions ou de taxes de stationnement – des concessionnaires privés des communes wallonnes et des régies autonomes communales wallonnes à demander l'identité du titulaire d'un numéro d'immatriculation à la DIV.
15. Compte tenu de ce qui précède, le Comité estime que le vide juridique qui était apparu suite à l'arrêt du 27 mai 2010 est, en ce qui concerne la Région wallonne, comblé par le décret du 27 octobre 2011. Étant donné que sur le fond, le décret précité ne comporte aucune différence essentielle par rapport aux dispositions annulées de la loi du 22 février 1965, le Comité confirme une nouvelle fois ci-après (au chapitre III de la présente délibération) l'analyse et les conditions contenues dans sa délibération AF n° 12/2009 pour ce qui concerne les concessionnaires privés des communes wallonnes et les régies autonomes communales wallonnes.
- Suite à la nouvelle base juridique, le chapitre III de la présente délibération comporte néanmoins une modification par rapport à la délibération AF n° 12/2009 :
- il est évidemment référé au décret du 27 octobre 2011 plutôt qu'à la loi du 22 février 1965 ;
16. Les entités visées qui auront envoyé au Comité une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter les conditions décrites dans la présente délibération pourront recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables de rétributions ou taxes de stationnement.

17. Étant donné que les conditions énumérées ci-après dans le chapitre III sont identiques aux conditions déjà imposées dans la délibération AF n° 12/2009, le Comité décide de maintenir pour ce qui concerne les concessionnaires privés des communes wallonnes et les régies autonomes communales wallonnes la validité de toutes les déclarations d'engagement individuelles déjà approuvées suite à la délibération AF n° 12/2009<sup>8</sup>. Aucune nouvelle déclaration d'engagement ne devra donc être établie à cette fin par les concessionnaires privés des communes wallonnes et régies autonomes communales wallonnes bénéficiant déjà d'une autorisation individuelle<sup>9</sup>.

### **III. RECONFIRMATION DE L'ANALYSE DÉVELOPPÉE ET DES CONDITIONS IMPOSÉES DANS LA DÉLIBÉRATION AF N° 12/2009**

#### **A. Responsables du traitement bénéficiaires de la présente autorisation**

18. L'article 1, § 4 de la LVP définit le "*responsable du traitement*" comme étant "*la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel*".
19. Le deuxième paragraphe du même article stipule que "*Lorsque les finalités et les moyens du traitement sont déterminés par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le responsable du traitement est la personne physique, la personne morale, l'association de fait ou l'administration publique désignée comme responsable du traitement par ou en vertu de cette loi, de ce décret ou de cette ordonnance*".
20. Selon le Comité, le décret du 27 octobre 2011 a créé un droit d'accès direct au répertoire de la DIV pour les régies autonomes communales wallonnes et les concessionnaires privés des communes en Région wallonne, et ceux-ci sont devenus par conséquent responsables du traitement, et cela en vertu de ce décret.
21. Lorsque la commune conserve la compétence de gestion des parkings publics et plus particulièrement de la réclamation des redevances, c'est bien entendu celle-ci qui doit être considérée comme étant le responsable du traitement.

---

<sup>8</sup> La date d'entrée en vigueur de l'article 103 du Décret wallon est le 8 janvier 2009.

<sup>9</sup> Il en est bien entendu de même pour les villes et communes belges bénéficiant déjà d'une autorisation individuelle dès lors que leur base légale n'a pas été annulée.

22. Par contre, lorsqu'une commune décide de créer une régie autonome communale dotée de la personnalité juridique pour la gestion des parkings publics ou de conclure un contrat de concession de service public avec un partenaire privé pour la gestion de ses parkings publics, et que ces entités sont chargées de l'encaissement des redevances, ce sont elles qui sont responsables du traitement, et cela en vertu du décret du 27 octobre 2011.

### **B. Principe de légalité et de finalité**

23. L'article 4 de la loi prévoit que les données à caractère personnel doivent être traitées loyalement et licitement mais également collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires.

24. En application de l'article 6, § 2 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules*, la communication de données du répertoire de la DIV était déjà légalement autorisée au bénéfice des communes. En vertu du décret du 27 octobre 2011, leurs concessionnaires privés et les régies autonomes communales sont également légalement habilités à demander à la DIV l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation qui est redevable d'une rétribution ou d'une taxe de stationnement<sup>10</sup>.

25. Cette communication est légitimée par un décret et constitue donc une réutilisation compatible des données du répertoire de la DIV.

26. Il convient toutefois de n'utiliser les données obtenues que pour la finalité définie par le décret du 27 octobre 2011, à savoir l'encaissement des rétributions, taxes ou redevances de stationnement.

27. À cet égard, le Comité souhaite souligner que l'habilitation légale des sociétés privées ne s'applique que dans le cadre de la concession de la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public. En aucun cas, une société privée ne pourrait accéder aux données du répertoire de la DIV pour la gestion de parkings privés.

28. Par conséquent, une société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés ne pourra utiliser son accès au répertoire de la DIV pour obtenir des données utiles pour la

---

<sup>10</sup> Cet aspect était auparavant réglé dans l'article 2 de la loi du 22 février 1965 *permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur*, mais comme il a été dit, les dispositions pertinentes de cette loi ont été récemment annulées par la Cour constitutionnelle (cf. supra point 11).

gestion de ses parkings privés, sans quoi il s'agirait d'un détournement de finalité et donc d'une violation de la loi du 8 décembre 1992 (LVP).

29. La société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés devra être à même de justifier le fait que les demandes de données à la DIV concernent bel et bien la gestion d'un parking public.

### **C. Principe de proportionnalité**

30. Le principe de proportionnalité implique notamment qu'il convient de choisir un moyen adéquat, nécessaire et le moins attentatoire à la vie privée pour atteindre l'objectif visé, ici le recouvrement des redevances de stationnement.

31. Lorsqu'il est possible d'éviter de se mettre dans une situation qui nécessite l'identification personnelle des utilisateurs n'ayant pas payé leurs redevances de parking, notamment en équipant les parkings de barrières ou d'autres systèmes qui empêchent les véhicules de quitter le parking sans paiement, il convient d'opter pour ces options<sup>11</sup>.

32. Lorsque l'identification des utilisateurs est nécessaire, il convient de ne réclamer auprès de la DIV que les données qui sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée<sup>12</sup>, à savoir les données nominatives (nom, prénom) et l'adresse du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule redevable de redevance de stationnement.

### **D. Obligations supplémentaires dues au caractère sensible des données**

33. Les données recueillies peuvent être considérées comme des données judiciaires<sup>13</sup> au sens de la LVP dès qu'elles sont collectées ou traitées en vue d'être utilisées dans le cadre de recours en justice ou si elles peuvent mener à des sanctions administratives.

34. Le traitement de ces données peut être notamment mis en œuvre par les personnes physiques ou morales pour autant que la gestion de leurs propres contentieux l'exige.

35. Il convient toutefois de respecter les conditions particulières relatives à ces traitements qui sont décrites à l'article 25 de l'Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu

<sup>11</sup> Le Comité renvoie aux commentaires de l'avis d'initiative 37/2003 de la Commission, *op. cit.*, chap. II, (a), § 6, ainsi qu'à la délibération AF n° 02/2007 du Comité, *op. cit.*, points 17-19.

<sup>12</sup> Voir l'article 4, § 1, 3° de la LVP.

<sup>13</sup> "Données [...] relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux, [...], à des suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté", article 8 LVP.

de cet article, les responsables du traitement doivent désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée. Par ailleurs, les responsables de traitement doivent veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues par une obligation légale, statutaire ou contractuelle au caractère confidentiel de ces données.

#### **E. Fréquence des communications de données du répertoire de la DIV et durée de la présente autorisation**

36. La fréquence des communications de données ne peut être prédéterminée dans la mesure où elle dépend de la nécessité d'identifier une personne qui est en défaut de paiement.
37. Le Comité accepte de délivrer l'autorisation pour une durée indéterminée aux régies autonomes communales et aux sociétés privées ayant reçu en concession<sup>14</sup> la gestion de parkings publics, sous réserve qu'elles soient effectivement légalement chargées de l'encaissement des redevances de stationnement.
38. Toute déclaration de conformité adressée au Comité implique dès lors une déclaration sur l'honneur que l'entité désirant obtenir des données de la DIV en vertu de la présente délibération est effectivement chargée de l'encaissement des redevances de stationnement, que cela soit en vertu d'une loi, d'un règlement communal ou d'un contrat de concession.
39. Lorsqu'un bénéficiaire de l'autorisation n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement (par exemple, lorsqu'une commune met fin au contrat de concession), le bénéficiaire perd son droit de réclamer des données à la DIV en vertu de la présente délibération et il doit en avertir le Comité.
40. Tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), et se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation.

---

<sup>14</sup> Que cela soit sur la base d'un règlement communal, d'un appel d'offre public, etc.



## **F. Durée de conservation des données**

41. Les bénéficiaires de la présente délibération devront supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et ne pourront en tout état de cause pas les conserver au-delà de la réception de la somme due.
42. Les responsables du traitement ne peuvent en effet pas conserver les données après le paiement de la redevance, par exemple à des fins de constitution d'une base de données parallèle à celle de la DIV et qui serait utilisée pour les éventuels besoins futurs (si un client se retrouve à nouveau en défaut de paiement).

## **G. Principe de transparence**

43. Le traitement des données doit être loyal et donc avoir lieu de façon transparente. L'obligation d'information, au sens de l'article 9 de la LVP, constitue une des pierres angulaires d'un traitement transparent.
44. L'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des titulaires d'immatriculation représente une collecte indirecte de données<sup>15</sup> réalisée en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, deuxième alinéa, b) de la LVP, une dispense de l'obligation d'information s'applique dans une telle situation. Cette dispense n'empêche cependant pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties appropriées à l'égard de la protection des droits fondamentaux des personnes concernées.
45. Par ailleurs, l'exception à l'obligation d'information visée à l'article 9, § 2 de la LVP ne porte que sur les collectes indirectes de données légitimées par une loi. Le Comité souligne le fait qu'en relevant les plaques d'immatriculation, les responsables du traitement réalisent une collecte directe de données qui est pleinement soumise à l'obligation d'information.
46. Par conséquent, le Comité estime nécessaire que les personnes concernées soient clairement informées, en toutes hypothèses, du nom du responsable du traitement, de la finalité du traitement, de l'origine des données collectées, ainsi que de l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant (sur le site Internet du responsable du traitement ainsi que sur les demandes de paiement).

---

<sup>15</sup> En ce sens que les données ne sont pas collectées directement auprès de la personne concernée mais auprès d'un tiers, ici la DIV.

47. Le secteur pourrait bien entendu décider d'harmoniser ses pratiques en ayant une politique de communication uniforme.

#### **H. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées**

48. Les données reçues de la DIV ne devront être traitées en interne que par les personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions. Pour ce qui concerne les régies autonomes communales et les sociétés privées, il conviendra d'identifier les personnes en charge de l'encaissement des redevances (par exemple, le comptable spécial de la régie) et de ne permettre l'accès aux données qu'à ces personnes (mesures techniques empêchant les autres travailleurs d'y avoir accès). Comme déjà souligné au point 35 de la présente délibération, les responsables du traitement devront tenir à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée une liste des catégories de personnes ayant accès aux données.

49. Le Comité renvoie aux exigences supplémentaires lors de l'utilisation de données sensibles (voir le point D de la présente délibération).

50. Les données obtenues auprès de la DIV ne seront pas communiquées à des tiers (hormis la communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice).

#### **I. Principe de sécurité**

51. Les concessionnaires des communes et les régies autonomes communales qui souhaitent recevoir les données de la DIV devront mettre en place des mesures techniques et organisationnelles pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel.

52. Ces entités devront remplir un formulaire d'évaluation<sup>16</sup> de leurs mesures de sécurité et adresser une copie de ce formulaire au Comité, qui se réserve le droit d'apprécier les mesures mises en place.

53. Par ailleurs, la communication des données de la DIV devrait également être sécurisée. Pour le moment, la DIV prévoit de communiquer ses données par e-mail. Selon le Comité, l'utilisation d'un simple système e-mail comme mode de communication n'apporte pas assez de garanties quant à la sécurité technique des données transmises. Quel que soit le mode de communication

---

<sup>16</sup> Disponible sur <http://www.privacycommission.be/fr/static/pdf/fo-af/formulaire-evaluation-af-250210.pdf>

prévu, il convient de mettre en place des garanties techniques et organisationnelles permettant de s'assurer de l'identité des correspondants<sup>17</sup> ainsi que de préserver la confidentialité du contenu de l'information.

54. Si l'utilisation d'une plateforme électronique sécurisée peut constituer une solution plus adaptée à plus long terme, l'utilisation actuelle de l'e-mail peut être admise si toutefois elle est combinée à un système technique garantissant l'identité des parties ainsi que l'intégrité du contenu de l'information (par exemple, en utilisant un système de signature électronique).

### **PAR CES MOTIFS,**

Le Comité autorise, en ce qui concerne les concessionnaires privés des villes et communes wallonnes et les régies autonomes communales wallonnes, pour une durée indéterminée, toute entreprise privée ayant reçu en concession la gestion de parkings publics ou toute régie autonome communale en charge de la gestion de parkings publics qui adressera au Comité une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle elle s'engage à adhérer aux conditions exposées dans la présente délibération, à recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicule qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.

### **Résumé des conditions :**

- envoyer au Comité une déclaration<sup>18</sup> écrite et signée d'adhésion aux conditions exposées dans la présente délibération, lesquelles consistent notamment à :
  - o respecter le principe de finalité, c'est-à-dire n'utiliser les données obtenues que pour l'encaissement d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement et ne pas utiliser les données pour la gestion de parkings privés (points 26 à 29) ;
  - o ne traiter des données personnelles qu'en cas de nécessité et évaluer la possibilité d'installer un système pouvant prévenir les défauts de paiement (par exemple, des barrières) (point 31) ;
  - o ne solliciter auprès de la DIV que les nom, prénoms et adresses des titulaires d'immatriculation (point 32) ;
  - o supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et, en tout état de cause, ne pas conserver les données au-delà de la réception de la somme due (points 41-42) ;

---

<sup>17</sup> Il faut que la DIV puisse s'assurer du fait que les données sont effectivement communiquées à une personne qui dépend d'une organisation bénéficiant d'une autorisation du Comité.

<sup>18</sup> Une déclaration type est disponible sur demande auprès de la Commission de la protection de la vie privée : [commission\(at\)privacycommission.be](mailto:commission(at)privacycommission.be) .

- o informer clairement les utilisateurs (point 46) ;
  - o ne permettre le traitement interne des données qu'aux personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions, désigner les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction et tenir la liste de ces catégories de personnes à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée (points 48 et 35) ;
  - o préserver la confidentialité des données (notamment en ne permettant l'accès aux données qu'aux personnes soumises à une obligation légale, statutaire ou contractuelle de confidentialité) et ne pas les communiquer à des tiers (hormis la communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice) (points 50 et 35 in fine) ;
  - o mettre en place des mesures techniques et organisationnelles de sécurité (points 51 à 54) ;
  - o avertir le Comité si, après avoir bénéficié d'une autorisation, le bénéficiaire n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement (point 39) ;
  - o tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), et se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation (point 40) ;
- envoyer au Comité un formulaire d'évaluation complété des mesures de sécurité mises en place<sup>19</sup> ;
  - envoyer en annexe de la déclaration la preuve attestant du droit de percevoir des rétributions ou taxes de stationnement (contrat de concession, ...).

L'Administrateur ff,

(sé) Patrick Van Wouwe

Le Président,

(sé) Willem Debeuckelaere

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,  
 Chef de section OMR 30.03.2012

<sup>19</sup> Disponible sur <http://www.privacycommission.be/fr/static/pdf/fo-af/formulaire-evaluation-af-250210.pdf> .



## Sectoraal comité voor de Federale Overheid

### Beraadslaging FO nr 04/2012 van 29 maart 2012

**Betreft:** Beraadslaging houdende de eenmalige machtiging en tot wijziging, voor wat de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven betreft, van de beraadslaging FO nr. 12/2009 houdende de eenmalige machtiging voor toegang tot het repertorium van de DIV voor de identificatie van personen die door het gebruik van een voertuig, parkeerretributie, -belasting of parkeergeld schuldig zijn (AF/MA/2012/001)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31*bis* en 36*bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 08/03/2012;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 29 maart 2012, na beraadslaging, als volgt:

## I. CONTEXT EN VOORGESCHIEDENIS

1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid, brachten respectievelijk op 28 augustus 2003 een advies uit eigen beweging<sup>1</sup> en op 7 februari 2007 een beraadslaging<sup>2</sup> uit betreffende de toegang tot de gegevens van het DIV-repertoireum ten behoeve van de gerechtsdeurwaarders op vraag van privéondernemingen, die hetzij een private parking beheren hetzij het betalend parkeren op de openbare weg of een openbare parking in concessie kregen.
2. In beide beslissingen werd uitgesloten dat privébedrijven rechtstreeks of onrechtstreeks toegang krijgen tot het repertoireum van de DIV.
3. De Commissie en het Comité waren van oordeel dat deze beheerders zich niet konden beroepen op artikel 6, §2, 2 van het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*<sup>3</sup> (dat toestemt in de van mededeling identificatiegegevens van "de persoon die belastingen of retributie verschuldigd is inzake [...] het gebruik van een voertuig") omdat er in hun hoofde geen sprake kon zijn van een betaling van enige "retributie of belasting".
4. Omdat er geen specifieke wettelijke basis bestond die een bevoegdheidsoverdracht regelde waarmee de private beheerders van een openbare parking het recht kregen om het verschuldigd bedrag te innen, waren de Commissie en het Comité van oordeel dat dit zou kunnen resulteren in een diskwalificatie van het begrip retributie waardoor de toegang tot de DIV voor de privéconcessionaris onmogelijk wordt.
5. De wet van 22 februari 1965 *waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren* werd gewijzigd bij wet van 22 december 2008<sup>4</sup> waarbij aan steden en gemeenten hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven, wordt toegestaan om - in overeenstemming met de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer - de identiteit van de houder van de nummerplaat op te vragen bij de DIV.

<sup>1</sup> Advies uit eigen beweging 37/2003 *betreffende de toegang tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersoon die belastingen of retributies verschuldigd is inzake het parkeren van voertuigen*

<sup>2</sup> Aanbeveling FO 02/2007 *Aanvraag van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders tot het verkrijgen van een machtiging om de gerechtsdeurwaarders toegang te verlenen tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersonen die retributies verschuldigd zijn voor het parkeren van voertuigen.*

<sup>3</sup> B.S. 8 augustus 2001.

<sup>4</sup> Wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen, BS, 29 december 2008 (titel 4, hoofdstuk 2).

6. Deze wetwijziging verhielp het probleem dat de Commissie en het Comité aan de orde stelden.
7. De Directie Inschrijving Voertuigen (DIV) werd vervolgens op 1 oktober 2009 door het Comité gemachtigd (beraadslaging FO nr. 12/2009) voor de doorgifte van identificatiegegevens van de houders van een ingeschreven voertuig die retributie, belasting schuldig zijn aan de verschillende instanties bedoeld in de wet van 22 februari 1965.
8. Gelet op het groot aantal ontvangers van dit soort gegevensstromen, besliste het Comité om een eenmalige beraadslaging goed te keuren die van toepassing is op alle entiteiten bedoeld in artikel 2 van de wet van 22 februari 1965 (steden en gemeenten, hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven).
9. Bijgevolg kunnen de steden en gemeenten, hun concessiehouders, en de autonome gemeentebedrijven, die het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij zich ertoe verbinden de voorwaarden, gesteld in voornoemde beraadslaging na te leven en die veiligheidsmaatregelen zouden hebben ingevoerd die het Comité als voldoende zou hebben beoordeeld, de identificatiegegevens ontvangen van de houders van een nummerplaat die parkeerretibutie, parkeerbelasting of parkeergeld schuldig zijn.
10. Het Comité voert een voorafgaand onderzoek naar de ontvankelijkheid van hun verbintenisverklaring. Telkens het Comité hun verbintenisverklaring ontvankelijk acht en hun veiligheidsmaatregelen als voldoende heeft beoordeeld, worden de namen en adressen van de verantwoordelijken voor de verwerking gepubliceerd op de website van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.
11. Op 27 mei 2010 velde het Grondwettelijk Hof evenwel een arrest<sup>5</sup> tot vernietiging van de artikelen 14 tot 16 van de wet van 22 december 2008 *houdende wijziging van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren* (hierna "het arrest van 27 mei 2010") en dit omdat deze wettelijke bepalingen de bevoegdheidsverdelende regels schenden. Het Hof is met name van oordeel dat dit een aangelegenheid betreft die niet tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar tot deze van de gewesten behoort.

---

<sup>5</sup> Dit arrest werd op 30 juli 2010 in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd.

12. Het Waals Gewest heeft in haar decreet van 27 oktober 2011 *houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië*<sup>6</sup> (hierna "het decreet van 27 oktober 2011") een nieuwe juridische basis voorzien voor de inning van parkeerretributies of –belastingen en dit zowel voor de gemeenten, als voor hun concessiehouders en voor de autonome gemeentebedrijven<sup>7</sup>. Dit decreet voorziet – net als de vernietigde versie van de wet van 22 februari 1965 – in de mogelijkheid om voornoemde entiteiten te machtigen om de identiteit van de houder van een nummerplaat op te vragen bij de DIV.

## II. BESLISSING VAN HET COMITE INGEVOLGE HET ARREST VAN 27 MEI 2010 EN HET DECREET VAN 9 JULI 2010

13. Het Comité stelt vast dat de wettelijke basis die zij in haar beraadslaging FO nr. 12/2009 heeft vermeld, door het Grondwettelijk Hof is vernietigd (zij het niet op grond van privacy-beschermende overwegingen). Door deze vernietiging ontstaat een leemte voor wat betreft de juridische grondslag voor de toegang tot het repertorium van de DIV in hoofde van privéconcessiehouders van de steden en gemeenten en autonome gemeentebedrijven. Voor de gemeenten blijft de reglementaire basis voorzien in het Koninklijk besluit van 20 juli 2001. *betreffende de inschrijving van voertuigen*<sup>1</sup> daarentegen onverminderd van kracht, zodat er zich voor deze entiteiten geen probleem stelt.

14. Het Comité constateert tegelijk dat het decreet van 27 oktober 2011 een nieuwe wettelijke basis creëert om – voor de inning van parkeerretributies –of belastingen – onder andere privéconcessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven te machtigen om de identiteit van de houder van een nummerplaat op te vragen bij de DIV.

15. Gelet op het voorgaande, is het Comité van oordeel dat de juridische leemte die ingevolge het arrest van 27 mei 2010 was ontstaan, voor wat het Waalse Gewest betreft, wordt opgevuld door het decreet van 27 oktober 2011. Aangezien voornoemd decreet inhoudelijk geen essentiële verschillen bevat in vergelijking met de vernietigde bepalingen van de wet van 22 februari 1965, herbevestigt zij hierna (in hoofdstuk III van onderhavige beraadslaging) de analyse en de voorwaarden vervat in haar beraadslaging FO nr. 12/2009

<sup>6</sup> Het decreet werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 24 november 2011.

<sup>7</sup> Het decreet maakt ook melding van de "Regering" als mogelijke begunstigde van de toegang tot de DIV.

Aangezien de Waalse Gewestregering – in tegenstelling tot de gemeenten, concessionarissen en autonome gemeentebedrijven – niet werd vermeld in de machtigingsaanvraag van de DIV die aan de basis lag van beraadslaging FO nr. 12/2009, zal het Comité hier in onderhavige beraadslaging ook niet verder op ingaan. Indien de Waalse Regering in de toekomst effectief toegang wenst tot de DIV-gegevens, dan zal hiervoor dus een machtigingsaanvraag noodzakelijk zijn.



aangaande de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven.

Ingevolge de nieuwe juridische grondslag, bevat hoofdstuk III van onderhavige beraadslaging wel een wijziging in vergelijking met beraadslaging FO nr. 12/2009:

- er wordt vanzelfsprekend verwezen naar het decreet van 27 oktober 2011 in plaats van naar de wet van 22 februari 1965;

16. De geviseerde entiteiten die het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij zich ertoe verbinden de voorwaarden gesteld in onderhavige beraadslaging na te leven, kunnen aldus de identificatiegegevens ontvangen van de houders van een nummerplaat die parkeerretributies –of belastingen verschuldigd zijn.

17. Aangezien de voorwaarden, hierna opgesomd in hoofdstuk III, identiek zijn aan de voorwaarden die reeds zijn opgelegd in de beraadslaging FO 12/2009, beslist het Comité om voor de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven, de geldigheid te handhaven van alle individuele verbintenisverklaringen die reeds werden goedgekeurd krachtens de beraadslaging FO 12/2009<sup>8</sup>. Bijgevolg moeten de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven aan wie reeds een individuele machtiging werd verleend, voor dit doel geen enkele nieuwe verbintenisverklaring afleggen<sup>9</sup>.

### **III. HERBEVESTIGING VAN DE ANALYSE EN VAN DE OPGELEGDE VOORWAARDEN IN BERAADSLAGING FO NR. 12/2009**

#### **A. De verantwoordelijken voor de verwerking die recht hebben op deze machtiging**

18. Artikel 1, § 4 van de WVP bepaalt dat onder "*verantwoordelijke voor de verwerking*" de *natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur (wordt) verstaan die alleen of samen met anderen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt*".

19. Het tweede lid van datzelfde artikel stipuleert dat "*Indien het doel en de middelen voor de verwerking door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie zijn bepaald, is de verantwoordelijke voor de verwerking de natuurlijke persoon, de rechtspersoon, de*

<sup>8</sup> Datum van inwerkingtreding van artikel 103 van het Waals decreet is 8 januari 2009.

<sup>9</sup> Dit geldt vanzelfsprekend ook voor de Belgische steden en gemeenten die reeds over een individuele machtiging beschikken aangezien hun wettelijke basis niet werd vernietigd.

*feitelijke vereniging of het openbaar bestuur die door of krachtens de wet, het decreet of de ordonnantie als de voor de verwerking verantwoordelijke wordt aangewezen”.*

20. Volgens het Comité voerde het decreet van 27 oktober 2011 een rechtstreekse toegang in tot het repertorium van de DIV voor de Waalse autonome gemeentebedrijven en de gemeentelijke private concessionarissen in het Waalse Gewest. Dientengevolge krijgen zij krachtens dit decreet het statuut van verantwoordelijke voor de verwerking.
21. Wanneer de gemeente het beheer van de openbare parkings behoudt en meer in het bijzonder de bevoegdheid om parkeergelden te innen, is het natuurlijk de gemeente zelf die beschouwd wordt als verantwoordelijke.
22. Als de gemeente echter beslist om voor de uitbating van openbare parkings een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid op te richten of om concessiecontract van openbaar nut aan te gaan met een privépartner die voor haar de openbare parkings beheert, en als die entiteiten belast worden met de inning van parkeergelden, zijn die entiteiten de verantwoordelijken voor de verwerking krachtens het decreet van 27 oktober 2011.

## **B. Het legaliteits- en finaliteitsbeginsel**

23. Artikel 4 van de wet bepaalt dat persoonsgegevens eerlijk en rechtmatig moeten worden verwerkt en ook verkregen moeten worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en niet verder mogen worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met deze doeleinden, waarbij rekening wordt gehouden met alle relevante factoren, met name de redelijke verwachtingen van de betrokkene en de wettelijke en reglementaire bepalingen.
24. In toepassing van artikel 6, §2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*, mochten de gegevens van het repertorium van de DIV reeds worden verstrekt aan de gemeenten. Ingevolge het decreet van 27 oktober 2011 zijn hun privéconcessionarissen en de autonome gemeentebedrijven eveneens gemachtigd om bij de DIV de identiteit op te vragen van de houder van een nummerplaat die een parkeerretributie of parkeerbelasting verschuldigd is<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Voorheen was dit aspect geregeld in artikel 2 van de wet van 22 februari 1965 *waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren*, maar zoals gezegd werden de relevante bepalingen uit deze wet recentelijk door het Grondwettelijk Hof vernietigd (cf. supra punt 11).

25. Deze mededeling wordt door een decreet gerechtvaardigd en is dus een verenigbaar hergebruik van de gegevens van het repertorium van de DIV.
26. De gegevens mogen evenwel alleen worden verkregen voor het doeleinde dat werd bepaald in het decreet van 27 oktober 2011, nl. de inning van een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld.
27. Hier wenst het Comité te benadrukken dat de wettelijke bevoegdheid van de privéondernemingen slechts van toepassing is in het kader van het beheer van een in concessie gegeven betalend parkeren op de openbare weg of openbare parking. De privéondernemingen kunnen in geen geval toegang hebben tot de gegevens van het repertorium van de DIV voor het beheer van private parkings.
28. Bijgevolg kan een privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, geen toegang hebben tot het DIV-repertorium om gegevens op te halen die nodig zijn voor het beheer van haar private parking. Anders zou dit leiden tot een omzeiling van het doeleinde en dus een inbreuk zijn op de wet van 8 december 1992 (WVP).
29. De privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, moet kunnen aantonen dat de gegevens die zij opvraagt bij de DIV, wel degelijk betrekking hebben op het beheer van een openbare parking.

### **C. Het proportionaliteitsbeginsel**

30. Het proportionaliteitsbeginsel brengt met name met zich mee dat moet worden geopteerd voor een gepast, noodzakelijk en het minst privacyintrusieve middel om het nagestreefde doeleinde te bereiken, hier de inning van parkeergelden.
31. Wanneer de persoonlijke identificatie van een gebruiker die geen parkeergeld betaalde kan worden vermeden, bijvoorbeeld door de parkings uit te rusten met slagbomen of andere systemen die kunnen verhinderen dat de voertuigen de parking verlaten zonder te betalen, dan moet voor deze mogelijkheid worden geopteerd<sup>11</sup>.
32. Wanneer de identificatie van de gebruiker noodzakelijk blijkt, kunnen bij de DIV enkel die gegevens worden opgevraagd die, uitgaande van het nagestreefde doeleinde, ter zake

---

<sup>11</sup> Het Comité verwijst naar de commentaren in het advies uit eigen beweging 37/2003 van de Commissie, o.c., Hoofdstuk II, (a), §6, en naar de beraadslaging FO 02/2007 van het Comité, o.c. punten 17-19.

dienend, toereikend en niet overmatig zijn<sup>12</sup>, namelijk de nominatieve gegevens (naam, voornaam) en adres van de houder van de nummerplaat van het voertuig dat parkeergeld verschuldigd is.

#### **D. Bijkomende verplichtingen bij het gebruik van gevoelige gegevens**

33. De ingewonnen gegevens worden beschouwd als gerechtelijke gegevens<sup>13</sup>, zoals bedoeld in de WVP, als zij worden verzameld of verwerkt om gebruikt te worden om bij het gerecht een zaak in te leiden of wanneer zij kunnen leiden tot administratieve sancties.
34. De verwerking van die gegevens kan met name door de natuurlijke of rechtspersonen worden aangewend als dit vereist is voor het beheer van hun eigen geschillen.
35. Het is evenwel aangewezen de bijzondere voorwaarden te eerbiedigen die betrekking hebben op die verwerkingen en die vermeld staan in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 houdende uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel moet de verantwoordelijke duidelijk de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens en hun functie moet daarbij nauwkeurig worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verantwoordelijke moet er bovendien over waken dat die aangeduide personen gebonden zijn aan een wettelijke, statutaire of contractuele verplichting aangaande de vertrouwelijkheid van de gegevens.

#### **E. Frequentie van de gegevensmededelingen uit het repertorium van de DIV en de duur van deze machtiging**

36. De frequentie van de gegevensmededelingen kan niet vooraf worden bepaald omdat dit afhankelijk is van de noodzaak een persoon te identificeren die geen parkeergeld betaalde.
37. Het Comité stemt er mee in om een machtiging voor onbepaalde duur te verlenen aan de autonome gemeentebedrijven en aan de privéondernemingen die het beheer van een openbare parking in concessie<sup>14</sup> kregen, op voorwaarde dat zij daadwerkelijk wettelijk werden belast met de inning van parkeergeld.

---

<sup>12</sup> Zie artikel 4, §1, 3° van de WVP.

<sup>13</sup> "Gegevens inzake geschillen voorgelegd aan hoven en rechtbanken [...] inzake verdenkingen, vervolgingen of veroordelingen met betrekking tot misdrijven, of inzake administratieve sancties of veiligheidsmaatregelen" artikel 8 WVP.

<sup>14</sup> Op basis van een gemeentelijk reglement of een openbare aanbesteding, etc.

38. Iedere conformiteitverklaring die aan het Comité wordt gericht, is bijgevolg een verklaring op eer dat de entiteit die, krachtens voorliggende beraadslaging de gegevens van de DIV wenst te verkrijgen, daadwerkelijk belast is met de inning van parkeergeld, ongeacht of dit krachtens een decreet, gemeentelijk reglement of een concessiecontract is.
39. Wanneer de machtigingsgerechtigde niet langer is belast met de inning van parkeergeld (bijvoorbeeld omdat de gemeente een einde stelde aan het concessiecontract), verliest de gerechtigde zijn recht om, krachtens de voorliggende beraadslaging, gegevens op te vragen bij de DIV. Hij moet bovendien het Comité daarvan inlichten.
40. Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging

#### **F. Bewaartermijn van de gegevens**

41. De gerechtigden van onderhavige beraadslaging moeten de gegevens wissen zodra deze niet meer nodig zijn en mogen ze in ieder geval niet langer bewaren eens de verschuldigde som werd ontvangen.
42. De verantwoordelijken voor de verwerking mogen inderdaad de gegevens niet bewaren nadat de schuld werd betaald, om bijvoorbeeld een aan de DIV parallelle gegevensbank op te richten die gebruikt zou worden voor eventuele toekomstige behoeften (wanneer een klant opnieuw zijn parkeergeld niet betaalt).

#### **G. Transparantiebeginsel**

43. De verwerking van gegevens moet eerlijk gebeuren en moet dus transparant zijn. De informatieplicht, bedoeld in artikel 9 van de WVP is de hoeksteen van een transparante verwerking.
44. De toegang tot het DIV-repertoire met de bedoeling de houders van een nummerplaat te identificeren, is een onrechtstreekse verzameling van gegevens<sup>15</sup>, die gebeurt in toepassing van bepalingen die werden vastgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie. Krachtens artikel 9, §2, 2<sup>de</sup> lid, b) van de WVP is er in dergelijk geval een vrijstelling van

---

<sup>15</sup> In die zin dat de gegevens niet rechtstreeks bij de betrokken persoon worden ingewonnen maar bij derden, hier de DIV.

informatieplicht. Die vrijstelling verhindert echter niet dat het Comité kan nagaan of er gepaste waarborgen werden ingebouwd om de fundamentele rechten van de betrokken personen te beschermen.

45. Bovendien heeft de uitzondering op de informatieplicht, bedoeld in artikel 9 §2 van de WVP, enkel betrekking op de door een wet gerechtvaardigde, onrechtstreekse inzameling van gegevens. Het Comité benadrukt het feit dat met de identificatie van de nummerplaten, de verantwoordelijken voor de verwerking een rechtstreekse inzameling van gegevens realiseren die volledig aan de informatieplicht onderworpen is.
46. Blijgevolg acht het Comité het noodzakelijk dat de betrokken personen in alle gevallen duidelijk worden geïnformeerd over de naam van de verantwoordelijke voor de verwerking, het doeleinde van de verwerking, de herkomst van de verzamelde gegevens en het bestaan van een recht op toegang tot en verbetering van de gegevens die hen betreffen (op de website van de verantwoordelijke voor de verwerking maar ook betreffende de verzoeken tot betaling).
47. De sector zou natuurlijk de manier van werken kunnen uniformiseren door éénzelfde communicatiebeleid te voeren.

#### **H. Ontvangers en/of derden aan wie de gegevens worden meegedeeld**

48. De ontvangen gegevens van de DIV mogen enkel intern worden verwerkt door de personen die ze bij de uitoefening van hun functie nodig hebben. Voor de autonome gemeentebedrijven en de privéondernemingen moeten de personen worden geïdentificeerd die belast worden met de inning van het parkeergeld (bijv. de speciaal aangestelde boekhouder van het gemeentebedrijf) waarbij de toegang tot de gegevens enkel voor die personen wordt toegestaan (technische maatregelen die de toegang verhinderen voor de andere werknemers). Zoals reeds in punt 35 van onderhavige beraadslaging werd benadrukt, moeten de verantwoordelijken voor de verwerking een lijst ter beschikking van de Commissie houden waarop de categorieën personen die toegang hebben tot de gegevens vermeld staan.
49. Het Comité verwijst naar de bijkomende vereisten bij het gebruik van gevoelige gegevens (zie punt D van deze beraadslaging).
50. De gegevens die bij de DIV werden verkregen worden niet aan derden verstrekt (behalve de noodzakelijke mededeling in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging).

## I. Veiligheidsbeginsel

51. De concessionarissen van de gemeenten en autonome gemeentebedrijven moeten maatregelen treffen om de persoonsgegevens te beschermen tegen onopzettelijke of niet gemachtigde vernietiging, tegen onverwacht verlies en tegen wijziging, toegang en ieder andere, niet toegestane verwerking van de persoonsgegevens.
52. Deze entiteiten moeten hun veiligheidsmaatregelen vermelden op een evaluatieformulier<sup>16</sup> en een kopie van dat formulier sturen naar het Comité, dat het recht behoudt om de ingevoerde maatregelen te beoordelen.
53. Bovendien moet ook de mededeling van de DIV-gegevens beveiligd worden. Op dit ogenblik is de DIV van plan deze gegevens per e-mail te verstrekken. Volgens het Comité, biedt het gebruik van een eenvoudig e-mailsysteem als communicatiemiddel niet voldoende garanties voor de technische veiligheid van de verstrekte gegevens. Welk communicatiemiddel er ook wordt ingezet, er moeten technische en organisatorische maatregelen worden ingevoerd die zowel de identiteit van de correspondenten<sup>17</sup> als de vertrouwelijkheid van de informatie-inhoud zeker stellen.
54. Hoewel een beveiligd, elektronische platform op lange termijn een meer aangepaste oplossing zou kunnen bieden, kan het huidige gebruik van een e-mailsysteem evenwel worden toegestaan wanneer dit zou worden gekoppeld aan een technisch systeem dat de identiteit van de partijen en de integriteit van de inhoud van de informatie kan garanderen (bijvoorbeeld door gebruik te maken van een elektronisch handtekeningssysteem).

### OM DEZE REDENEN,

Het Comité machtigt, aangaande de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven, voor onbepaalde duur, iedere privéonderneming die het beheer van een openbare parking in concessie kreeg of ieder autonoom gemeentebedrijf dat werd belast met het beheer van een openbare parking en die aan het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij instemmen met de voorwaarden in deze beraadslaging, om de identificatiegegevens te ontvangen van de houders van de nummerplaat die een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld verschuldigd zijn.

---

<sup>16</sup> Beschikbaar op [http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier\\_fo.pdf](http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier_fo.pdf)

<sup>17</sup> De DIV moet zich ervan kunnen vergewissen dat de verstrekte gegevens daadwerkelijk werden verstrekt aan een persoon die behoort tot een organisatie die door het Comité werd gemachtigd.

### De voorwaarden samengevat :

- Het Comité een geschreven en ondertekende verklaring bezorgen<sup>18</sup> waarin wordt ingestemd met de voorwaarden in voorliggende beraadslaging, met name:
  - o De eerbiediging van het finaliteitsbeginsel, nl. om de verkregen gegevens slechts te gebruiken voor de inning van een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld en de gegevens niet te gebruiken voor het beheer van een privéparking (punten 26 tot 29);
  - o De persoonsgegevens enkel te verwerken indien dit noodzakelijk is en de mogelijkheid onderzoeken om een systeem te installeren waardoor de niet-betaling kan worden verhinderd (bijvoorbeeld slagbomen) (punt 31).
  - o Van de DIV enkel de naam, voornaam, en adres van de nummerplaathouder te verkrijgen (punt 32);
  - o De gegevens te wissen zodra ze niet meer nodig zijn en in ieder geval niet langer te bewaren zodra de verschuldigde som werd ontvangen (punten 41-42);
  - o De gebruikers duidelijk te informeren (punt 46);
  - o De gegevens mogen enkel intern worden verwerkt door personen die deze gegevens voor de uitoefening van hun functie nodig hebben; de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens samen met een beschrijving van hun functie en deze lijst met categorieën van personen ter beschikking houden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (punten 48 en 35);
  - o De vertrouwelijkheid van de gegevens bewaren (met name door enkel een toegang tot de gegevens toe te staan van personen die zich hebben verbonden aan een wettelijke, statutaire of contractuele vertrouwelijkheidsverplichting) en de gegevens niet aan derden mee te delen (behalve indien de mededeling noodzakelijk is in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging) (punten 50 en 35 in fine);
  - o Technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen treffen (punten 51 tot 54);
  - o Het Comité ervan verwittigen dat de voorheen machtigingsgerechtigde niet langer belast is met de inning van parkeergeld (punt 39);
  - o Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging (punt 40);

---

<sup>18</sup> Een modelverklaring is op aanvraag beschikbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer: [commission@privacycommission.be](mailto:commission@privacycommission.be)



- Het Comité een ingevuld evaluatieformulier bezorgen met de getroffen veiligheidsmaatregelen<sup>19</sup>;
- Samen met de aangifte het bewijs meesturen dat aantoont dat de aanvrager gerechtigd is om een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld te innen (concessiecontract,...).

De Wnd. Administrateur,

De Voorzitter,

(get.) Patrick Van Wouwe

(get.) Willem Debeuckelaere



Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,  
Afdelingshoofd ORM 30.03.2012

<sup>19</sup> Beschikbaar op [http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier\\_fo.pdf](http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier_fo.pdf)